

CE QUE REPRÉSENTE L'URIBISME

Par Régis Bar,.

Le contenu de cet article n'engage que son auteur. Il a été publié initialement le 01 octobre 2013 sur le portail virtuel colombien d'opinion et d'analyse « [Palabras al margen](#) ». Traduit de l'espagnol au français par [l'équipe bénévole](#) du Réseau France Colombie Solidarités. Octobre 2013.

1

La constitution d'une coalition opportuniste qui a su profiter de la désillusion du pays face à l'échec des dialogues de paix du Caguan pour s'installer au pouvoir grâce à la proposition guerrière d'un chef émergent met en évidence la manière dont se sont construit l'uribisme et la manière dont il a exercé le pouvoir.

La publication le 19 septembre dernier de la liste des candidats du Centre Démocratique pour le Sénat, ainsi que la confirmation de l'ex-président Alvaro Uribe comme tête de liste, a eu un écho considérable dans les médias et dans tout le pays. A cette occasion on a remarqué une certaine agitation dans toute la société face à l'attente d'un retour en force de l'uribisme dans l'arène politique et spécialement à cause de l'arrivée future de Uribe lui-même au Sénat. Quelques jours avant, le 5 septembre, une autre nouvelle en rapport avec l'ex-président a fait beaucoup moins de bruit, malgré l'importance de l'événement en question.

En effet, il s'agissait d'une décision historique de la Cour de Justice et Paix du Tribunal supérieur de Medellin qui demande formellement à la Commission d'Accusation de la Chambre des Représentants d'enquêter sur Alvaro Uribe pour ses liens supposés avec les paramilitaires. Dans la déclaration lue par le magistrat Ruben Darío Pinilla Cogollo (qui par la suite a été l'objet de menaces), on indique que l'objet de l'enquête sera « d'avoir promu, protégé et soutenu des groupes paramilitaires et les milices « Convivir » associées ou liées avec ceux-ci, et/ou s'être entendu avec eux, non seulement en tant que Gouverneur de la province d'Antioquia mais après son mandat de Gouverneur et en tant que Président de la République ».

La simultanéité de ces deux nouvelles amène à s'interroger sur la signification de ce qu'on appelle communément « uribisme », un terme qui est devenu très courant dans les débats politiques en Colombie. L'Uribisme est-il une idéologie ?, un mouvement politique ? L'uribisme correspond-il à une version colombienne de

Octobre 2013

l'extrême droite ?, du nationalisme ? Ou l'uribisme est-il avant tout un regroupement circonstanciel autour d'une figure caudilliste dont la trajectoire est remplie de faits « polémiques » ? Voici quelques unes des questions qui peuvent conduire à réfléchir sur ce qu'a représenté l'uribisme en Colombie et sur ce que signifieraient des résultats favorables aux élections de 2014.

Au mois de juillet 2012, après avoir manifesté de façon répétée et avec une certaine nervosité sur le réseau social Twitter son mécontentement vis-à-vis du gouvernement de son successeur Juan Manuel Santos, Alvaro Uribe lance un nouveau parti politique destiné à défendre ses idées et son héritage, qu'il prétend trahis par son ancien allié politique. Il l'appelle, de façon un peu surprenante, « Centre Démocratique », peut-être dans une tentative de révolutionner la géographie politique, considérant qu'un mouvement qui se situe à la droite d'un gouvernement de droite se trouve au centre. En relisant la liste des candidats du Centre Démocratique au Sénat, ce qui paraît évident c'est que, en plus d'une sensibilité logiquement conservatrice, ce qui réellement rapproche tous ces protagonistes c'est leur loyauté et leur dévotion à la figure du chef Uribe. On peut dire la même chose de la liste des précandidats présidentiels, dont un des favoris s'est consacré essentiellement à diffuser sa conception de la politique sur des panneaux publicitaires provocateurs tandis que l'autre a été saisi par la justice pour des liens supposés avec les chefs paramilitaires.

Malgré le caractère peu homogène de cette alliance, l'uribisme semble représenter dans les media et l'opinion publique une force politique légitime et de poids, qui se base sur l'empreinte laissée par les deux mandats présidentiels d'Uribe et sur un supposé soutien populaire. Cependant il semble intéressant de jeter un regard en arrière pour observer quelle était la situation avant que Uribe n'arrive à la présidence en 2002. En effet jusqu'au début de cette année-là, Alvaro Uribe ne comptait que sur le soutien d'un petit nombre de politiques et était tenu éloigné de son parti d'origine, le Parti Libéral. C'est au moment où il a commencé à monter rapidement dans les sondages, grâce son habile exploitation politique de la déception de l'opinion publique face aux négociations de paix et à son image très élaborée de « main ferme », que les politiques les plus traditionnels, déjà installés dans les sphères du pouvoir, se sont ralliés à sa cause. C'est ainsi qu'un mouvement politique apparaît, à partir d'un soutien opportuniste et hétérogène autour de l'image fabriquée d'un leader « sauveur ».

Après les deux mandats présidentiels de Uribe, il reste l'image que ceux-ci ont été une réussite grâce à des fondements explicites tels que la « sécurité démocratique » et « la confiance dans l'investissement ». En réalité, cette vision correspond en grande partie à un « storytelling », c'est-à-dire une stratégie destinée à faire de l'héritage d'Uribe un modèle extrêmement réussi qui devrait devenir désormais pour la Colombie la forme de gouvernement. En effet, la fameuse sécurité démocratique

Octobre 2013

n'a été rien de plus que le développement d'une guerre totale et sale, conçue directement depuis l'Etat, dans laquelle on a engagé la population civile et qui a compté sur d'importantes ressources économiques provenant du Plan Colombia. D'un autre côté, la confiance dans l'investissement, tellement mise en valeur, n'a pas été autre chose qu'un néolibéralisme classique, imposé de façon brutale au milieu de la guerre. Il faut souligner que cette conjugaison d'un modèle économique néolibéral et d'un harcèlement militaire à la guérilla se retrouve en grande mesure dans la politique du gouvernement Santos. Ce qui fait penser que les critiques des uribistes contre ce gouvernement sont principalement le fruit de l'opportunisme politique et d'une grande nostalgie du pouvoir.

3

L'uribisme étant un mouvement étroitement axé sur la personnalité de son leader, il faut donc analyser la trajectoire de Uribe pour chercher une éventuelle cohérence et ce sur quoi il se fonde. Dans ce sens, il est donc particulièrement intéressant de mettre en parallèle les déclarations actuelles d'Uribe, qui sont majoritairement des attaques dirigées contre la politique de Santos, avec ses propres agissements durant ses mandats. La principale offensive est dirigée contre les négociations de paix avec la guérilla des FARC. Selon le discours d'Uribe, ces négociations rompent avec le tabou sacré de considérer la guérilla uniquement comme une organisation terroriste qui doit se soumettre et jamais comme un acteur politique. Mais ce discours devient problématique quand on sait que le gouvernement Uribe a non seulement négocié avec la guérilla de l'ELN au cours de ses huit années de pouvoir mais qu'il a aussi essayé d'ouvrir des négociations, sans conditions, avec les FARC elles-mêmes, comme l'a rapporté son ancien Ministre de la Défense et aujourd'hui Président, Juan Manuel Santos, durant l'assemblée du parti de La U d'octobre 2012.

De la même façon, Uribe a fortement critiqué le Cadre juridique pour la paix, en insistant constamment sur l'exigence de ne tolérer aucune forme d'impunité. Cet argument ne manque pas de causer une certaine gêne parmi les victimes du paramilitarisme ainsi que parmi les défenseurs des droits de l'homme qui n'ont pas cessé de dénoncer l'absence de justice dans le procès de Justice et Paix. Il suffit de rappeler qu'au moment de leur « démobilisation », environ 90% des paramilitaires ont bénéficié d'une amnistie de fait, grâce au décret 128, et que après huit ans de processus seulement 14 paramilitaires ont été condamnés. A cela il faut ajouter la récente publication de l'histoire qui montre comment Alvaro Uribe, alors sénateur libéral, a été le promoteur d'un projet d'amnistie totale pour les membres de la guérilla du M-19, en 1992. Ceci met en évidence que son indignation revêt un caractère sélectif.

On peut aussi parler des récentes critiques de Uribe à propos de la politique économique du gouvernement Santos, qui sont apparues aussi bien à l'occasion de la grève du monde rural qu'ensuite à l'annonce de la vente de la participation majoritaire que possède le gouvernement dans la compagnie productrice d'énergie

Octobre 2013

Isagén. Dans les deux cas, il est facile d'identifier le manque de rigueur de la position de Uribe puisque c'est lui qui a été l'« architecte » des TLC avec les Etats-Unis et l'Europe, ceci étant une des principales raisons de l'aggravation de la crise actuelle dans le secteur agricole en Colombie, et c'est lui aussi qui a engagé le processus de vente de Isagén.

Finalement, où l'on peut observer avec le plus de facilité la cohérence de la trajectoire de Uribe, c'est dans le type de relations qu'il a eues et dans sa faculté à s'entourer d'individus qui ont des problèmes avec la justice. C'est justement ce qui a été mis en évidence dans la déclaration du magistrat Pinilla Cogollo, qui a eu recours à la formule « il n'est pas possible d'être dans la piscine sans se mouiller » pour appuyer sa démonstration. Sans oublier non plus que Uribe fait directement l'objet d'une enquête en cours de la part du Parquet quant à son éventuelle participation à la création du Bloc Métro des AUC. Faire le récapitulatif de tous ses proches qui ont été l'objet d'assignations pour conduite illicite pourrait être l'objet d'un article entier, mais cela vaut la peine de rappeler quelques cas particulièrement significatifs.

L'un d'eux est celui de Pedro Juan Moreno, aujourd'hui décédé, secrétaire du Gouvernement de Uribe au Gouvernement de la province d'Antioquia, qui a été cité par plusieurs ex-chefs paramilitaires comme ayant fait partie du fameux « groupe des six », groupe de notables qui orientaient la politique des plus puissants groupes paramilitaires à leur apogée. Un autre cas emblématique est celui de Jorge Noguera, qui a été nommé Directeur du DAS par Uribe, juste après son ascension à la Présidence, et ensuite condamné par la Cour suprême pour avoir permis, entre autres accusations, l'infiltration de l'organisme par les AUC. Il vaut aussi la peine de mentionner le cas du frère d'Alvaro Uribe, Santiago Uribe, qui a été assigné comme étant l'un des chefs du groupe paramilitaire appelé « les douze apôtres », qui opérait à Antioquia au début des années quatre-vingt-dix.

En tenant compte aussi bien de l'histoire de l'alliance politique autour d'Alvaro Uribe que de sa propre trajectoire vers l'ascension au pouvoir, il faut se demander ce que représente finalement l'uribisme et ce que signifierait sa réactivation pour le futur de la Colombie. En réalité, il semble que l'uribisme ne corresponde ni à une idéologie en tant que telle, ni à un courant politique très solide. La constitution d'une coalition opportuniste qui a su profiter de la désillusion du pays face à l'échec des dialogues de paix du Caguan pour s'installer au pouvoir grâce à la proposition guerrière d'un chef émergent met en évidence la manière dont se sont construits l'uribisme et la manière dont il a exercé le pouvoir. Ceci s'est traduit spécialement dans la cooptation d'au moins un tiers du congrès pour le paramilitarisme, selon les propres déclarations du dernier commandant des AUC, Salvatore Mancuso. Dès lors, au lieu de l'image d'une supposée réussite exemplaire dans le redressement de l'Etat colombien, que les uribistes ont su projeter à l'extérieur, ce qui caractérise la période

Octobre 2013

de Uribe à la Présidence est surtout la corruption généralisée, qui est arrivée jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir, et la pénétration inédite de la criminalité à l'intérieur de l'Etat.

Enfin, l'actuelle offensive uribiste et sa plateforme électorale représente pour le pays une véritable croisée des chemins et un réel défi démocratique pour la citoyenneté. Il ne faut pas se tromper, l'uribisme n'incarne pas en ce moment une opposition démocratique à Santos, il est avant tout la personnification de la négation radicale de la paix en Colombie. En d'autres termes, ce qui anime les forces uribistes ce n'est pas une amélioration de la situation économique colombienne ou le bien-être de son peuple, mais un désir sans limites de pouvoir et une opposition odieuse à toute issue négociée au conflit armé interne. Dans ce sens, il est de la responsabilité de tous les citoyens colombiens d'empêcher que l'uribisme ne profite une fois de plus d'un éventuel échec des négociations de paix pour arriver au pouvoir et n'impose son agenda destructeur. Une défaite de l'uribisme aux élections de l'année prochaine signifierait à la fois un signe de maturité politique et une inflexible volonté de paix. Et au passage, cela pourrait peut-être convaincre monsieur Alvaro Uribe que son futur se trouve plus sur Twitter que dans les institutions politiques colombiennes.